

## Nouvel échec de pourparlers entre le gouvernement et l'opposition au Burundi

France 24, 17/02/2017 Les efforts pour relancer des pourparlers de sortie de crise au Burundi semblaient jeudi dans une impasse totale, le gouvernement refusant de discuter avec l'opposition et ouvrant même la voie à une réforme de la Constitution. Deux ans après le début de la crise au Burundi, l'ex-président tanzanien Benjamin Mkapa (photo, le 16 février 2017 à son arrivée à Arusha), nommé médiateur régional, avait invité le gouvernement et l'opposition à se mettre autour de la table à Arusha, en Tanzanie, jeudi 16 février, afin de parler des "questions de fond" qui fracturent le pays.

Bujumbura a refusé de participer à ces pourparlers en raison de la présence parmi les invités "de certains acteurs violents, notamment des putschistes recherchés par la justice (...), ce qui empiète sur la souveraineté du Burundi", selon un texte signé par le porte-parole du gouvernement, Philippe Nzobonariba. En mai 2015, une tentative de putsch contre le président Nkurunziza avait échoué et le pouvoir accuse des figures de l'opposition, désormais en exil, d'y avoir pris part. Le gouvernement burundais s'insurge également contre la présence à Arusha de Jamal Benomar, conseiller spécial du secrétaire général des Nations unies, "qui a été récusé par le gouvernement du Burundi". Un projet d'amendement de la Constitution Outre ce nouveau refus de discuter avec son opposition en exil, comme cela avait été le cas en juillet 2016, Bujumbura a ouvert la voie à une réforme de la Constitution, dont la société civile et l'opposition craignent qu'elle ne vise à lever la limite du nombre de mandats présidentiels, actuellement fixée à deux. Le conseil des ministres a ainsi adopté mercredi 15 février "un projet de décret" sur la création d'une commission chargée d'ici six à huit mois "de proposer le projet d'amendement de la Constitution de la République du Burundi", a annoncé à l'AFP le premier vice-président burundais, Gaston Sindimwo, joint par téléphone. La candidature controversée du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat en avril 2015 est à l'origine de cette crise de grande ampleur et de violences qui ont fait 500 morts et contraint 300 000 Burundais à l'exil. Pierre Nkurunziza a été réélu en juillet de la même année au terme d'un scrutin boycotté par l'opposition. Avec AFP

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});